



Agence française  
de développement  
Département de la Recherche  
Appui à la Gestion des  
Connaissances  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr • Site-AFD@afd.fr

kaléidoscope

## Dans ce numéro

**1. L'EAU** ■ Eau pour tous : l'état d'urgence  
■ L'eau source de vie ■ La gouvernance au cœur de l'eau

**2. LA TERRE** ■ Politiques d'équipement et services urbains dans les villes du Sud : étude comparée ■ Situation des forêts du monde 2005 ■ Sur les incidences des changements climatiques, des ravageurs et des maladies sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté

**3. LES HOMMES** ■ L'empire de la honte  
■ Formations professionnelles en Afrique subsaharienne ■ Paludisme

**4. LES ORGANISATIONS** ■ RH et développement durable : une autre vision de la performance ■ Performances et convergences des politiques : la zone franc en Afrique de l'Ouest ■ Titrisation en voie de démocratisation

**5. DROIT, REGULATION** ■ Culture de gouvernance et de développement : un autre regard sur la gouvernance d'entreprise ■ Les échanges et l'ajustement structurel ■ Le marché privé de l'assurance du risque politique

**6. GÉOGRAPHIES** ■ Agriculture biologique en Martinique ■ Perspectives économiques en Afrique 2004/2005 ■ La Chine, pivot de l'intégration économique en Asie de l'Est ?

## Editorial

### G8 : le poids de la société civile

#### Le gouvernement britannique met l'accent sur le développement,

Ainsi Tony Blair, se faisant l'avocat des Objectifs du millénaire veut-il, au cours des débats du G8 qui se tient du 6 au 8 juillet 2005 à Gleneagles en Ecosse, convaincre les plus riches et les plus puissants de la planète de s'attaquer à la lancinante question de la pauvreté du monde, en particulier en Afrique.

Ce nouveau positionnement de M. Blair, qualifié d'audacieux - voire d'opportuniste dans le récent contexte européen - pourrait bien être le résultat de la pression exercée par la société civile, notamment de la vaste opération de *lobbying* lancée par le puissant réseau BOND regroupant non moins de 290 ONG (dont OXFAM) qui s'est engagé dans une véritable croisade intitulée *Make Poverty History*, militant en faveur de plus d'aide, de davantage de justice commerciale et d'une annulation pure et simple de la dette.

A cet égard, le « trait tiré » par les ministres des Finances du G8 le 11 juin dernier sur 40 milliards de dollars de dettes multilatérales, auxquels pourraient s'ajouter prochainement 11 milliards supplémentaires, a été accueilli par les ONG comme une indéniable avancée. Celles-ci soulignent cependant les limites de cette initiative qui risque d'être prise en compte dans le total de l'aide publique au développement, émettent des réserves quant aux

délais de la mise en œuvre de l'accord et rappellent qu'il ne concerne pour l'instant que 18 pays sur 41 PPTTE.

Les ONG maintiennent la pression afin que les dirigeants de la planète annoncent au cours du Sommet du G8, conformément à leurs promesses, un doublement de l'aide à 50 milliards de dollars par an, en exigeant notamment qu'au moins 20 % de cette aide soit consacrée à la fourniture des services de base.

#### ...et sur le changement climatique

Egalement à l'ordre du jour du G8, le changement climatique constitue un dossier épineux : *Les Amis de la Terre*, qui réclament des actions immédiates pour réduire l'émission des gaz à effet de serre, mettent en cause les pays riches qui, avec 15 % de la population mondiale, produisent 65 % des émissions atmosphériques globales. Or, la responsable du *Fonds mondial de la nature* (WWF) appelle l'attention de tous sur la particulière fragilité de l'Afrique face à ce problème, au vu du contexte de pauvreté.

Tony Blair, qui a fait de ce dossier le fer de lance de sa bataille politique, maintiendra-t-il le cap de sa nouvelle politique au risque d'afficher un désaccord avec les Etats-Unis ? SS

# L'eau

## L'agenda

### L'ouvrage

#### Eau pour tous : l'état d'urgence

Roigier, S. ; Basset, F. - GREP, 2005, 30 p. - [Cote U3.169](#)

La fin du XXème siècle et le début du XXIème siècle ont vu fleurir de grands sommets mondiaux "pour le développement durable respectant les droits des peuples et des individus au développement économique, à la santé, à l'éducation, à la culture". L'accès à l'eau fait partie de ces droits. Ces déclarations ambitieuses ont-elles induit un réel changement ? Y a-t-il une nouvelle donne concernant l'eau et le droit à l'eau sur notre planète ? On peut en douter : en 2005, un habitant de notre planète sur cinq n'a pas accès à l'eau potable et 3 millions de personnes meurent tous les ans à cause de l'eau non potable. Ce dossier tente de faire le point sur la diversité des situations à travers le monde, de comprendre les pratiques, de soulever des questions parfois occultées, de présenter des initiatives encourageantes pour un meilleur accès à l'eau pour tous, et évoque les difficultés qui les entravent. De ces initiatives - réalisations exemplaires sur un plan scientifique ou sociologique - semble se dégager une solidarité Nord-Sud. Mais cette solidarité est encore trop timide, trop dépendante des priorités de chacun, et les grandes déclarations des sommets mondiaux risquent fort de rester lettre morte si des outils adaptés à une gestion mondiale de l'eau ne sont pas mis en œuvre.

### Le rapport web

#### L'eau source de vie

OMS, 2005, 37 p.

Ce guide de sensibilisation a été conçu à l'occasion du lancement de la Décennie de l'eau lors de la journée internationale de l'eau, en mars dernier. Cet événement offrait l'opportunité de rappeler qu'en 2002 1,1 milliard de personnes, soit 17 % de la population mondiale, n'avaient pas accès à des sources d'eau de qualité et que 2,6 milliards de personnes, soit 42 % de la population mondiale, n'avaient pas accès à des installations sanitaires de base. Compte tenu de l'urgence, des priorités pour la Décennie internationale ont été dégagées : sensibiliser et veiller à ce que tous les acteurs concernés accélèrent leurs efforts pour réaliser les cibles

- Conférence internationale sur l'économie de l'eau, Association internationale sur l'eau (IWA), 8-10 juillet 2005, Rethymno, Grèce
- 5èmes journées hispano-américaines sur les approches intégrées des questions liées à l'eau, Agence espagnole de la coopération internationale (AECI), 18-22 juillet 2005, Antigua, Guatemala
- Gestion des résidus issus du traitement des eaux et des eaux usées, WISA (Institut sud-africain de l'eau, 9-12 août 2005, Johannesburg, Afrique du Sud
- Semaine de l'eau internationale, Hydroplus, SIWI (Stockholm Water International Symposium), 21-28 août 2005, Stockholm, Suède

ODM liées à l'eau et à l'assainissement fixées pour 2015 ; sensibiliser à l'importance capitale du développement et de la gestion intégrés des ressources en eau pour les mesures visant à réaliser l'ensemble des ODM, et pas uniquement la cible 10 ; susciter et intensifier la participation de la société civile afin d'obtenir un engagement social accru en faveur de l'action pour l'eau.

## L'article

### La gouvernance au cœur de l'eau

Ténière-Buchot, P. F - Hydroplus, n° 153, mai 2005, pp. 18-25

L'auteur conceptualise la notion de gouvernance en se basant sur le schéma triangulaire du développement durable dont les trois sommets représentent les pouvoirs publics, les intérêts privés et les milieux naturels, y compris la société civile qui les habite. "La gouvernance consiste à ce que chaque sommet du triangle accepte et passe des compromis avec chacun des deux autres, la garantie de ces compromis étant apportée par le troisième non impliqué. Entre cette vision occidentale et son vécu sur le terrain africain, le but est identique, même si les moyens peuvent différer. En ce qui concerne la gestion de l'eau, l'auteur estime que le partenariat public-privé n'est pas la solution. Il se fait l'avocat d'un partenariat public-privé-populaire, qui en plus associe la société civile, les usagers et la population, le rôle de la société civile ne se limitant pas d'un côté à des relations avec le pouvoir central et de l'autre aux relations avec les multinationales. Il ajoute croire davantage aux petits exploitants privés et aux collectivités locales qui représentent les intérêts publics et privés locaux.

# La terre

## L'agenda

### L'ouvrage

#### Politiques d'équipement et services urbains dans les villes du Sud : étude comparée

Chanson-Jabeur, C. ; Goerg, O. - L'Harmattan, 2005, 427 p. - [Cote U2.121](#)

Cet ouvrage se propose de confronter des villes à l'histoire bien différente mais rassemblées ici autour de la thématique des équipements. Toute déambulation dans une ville africaine, antillaise ou chinoise met en évidence les disparités d'équipement entre les quartiers et la difficulté des pouvoirs publics à faire face à la demande en eau et en électricité des habitants. C'est la genèse de cette situation et ses caractéristiques que les chercheurs souhaitent explorer, en mettant l'accent sur les villes-ports.

### Le rapport web

#### Situation des forêts du monde 2005

FAO, 2005, 166 p.

Le rapport a pour thème « réaliser les bénéfices économiques tirés des forêts » et contient des articles importants sur le renforcement des avantages économiques procurés par les forêts ; les bénéfices économiques provenant de l'agroforesterie ; l'économie de la dendroénergie; l'impact des mesures tarifaires et non tarifaires sur le commerce des produits forestiers ; et les violents conflits qui éclatent dans des régions forestières. L'édition 2005 fait en outre le point sur des questions intéressant les ressources forestières, la conservation et la gestion des forêts, les institutions et le dialogue international sur les politiques forestières.

- Conférence sur le marché européen de droits d'émission CO2, UE, 11-12 juillet 2005, Bruxelles, Belgique
- Comment maximiser la contribution des industries extractives au développement ? Le cas du pétrole en Afrique centrale, OCDE, ONU, 13-14 juillet 2005, Brazzaville, Congo
- Congrès mondial sur l'énergie solaire, Université de Floride, 6-12 août 2005, Orlando, Etats-Unis
- Conférence sur l'évaluation d'un programme international sur l'énergie, IEPEC, 17-19 août 2005, New York, Etats-Unis

## L'article

#### Sur les incidences des changements climatiques, des ravageurs et des maladies sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté

FAO, 2005, 12 p.

Selon la synthèse de ce rapport, présenté par la FAO au Comité de la sécurité, le changement climatique menace d'accroître le nombre d'affamés dans le monde en réduisant la surface des terres agricoles dans les pays en développement. « Dans une quarantaine de pays en développement pauvres, totalisant 2 milliards de personnes dont 450 millions d'affamés, les pertes de production du fait du changement climatique accroîtraient dramatiquement le nombre de sous-alimentés, torpillant ainsi les progrès en matière de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire », indique le rapport. Les pays d'Afrique subsaharienne paieraient le plus lourd tribut du fait de leur faible capacité à s'adapter au changement climatique ou à compenser la baisse de production grâce à des importations de denrées alimentaires. En revanche, les pays industrialisés enregistreraient des gains de production.

# Les hommes

## L'agenda

### L'ouvrage

#### L'empire de la honte

Ziegler, J. - Fayard, 2005, 400 p.

Le 11 septembre a permis à Georges W. Bush d'étendre l'emprise des Etats-Unis sur le monde, la mise en coupe réglée des peuples de l'hémisphère Sud par les grandes sociétés transcontinentales. Pour parvenir à imposer ce régime inédit de soumission des peuples aux intérêts des grandes compagnies privées, il est deux armes de destruction massive dont les maîtres de l'empire de la honte savent admirablement jouer : la dette et la faim. Par l'endettement, les Etats abdiquent leur souveraineté ; par la faim qui en découle, les peuples agonisent et renoncent à la liberté. C'est le régime de la violence structurelle et permanente qui gagne du terrain au Sud, tandis que le droit international agonise. Cet ouvrage traque les méthodes les plus sournoises : ici on brevète le vivant, là on casse les résistances syndicales, ailleurs on impose la culture des OGM par la force. Ce livre prend pour exemple ce qui se passe au Brésil et en Ethiopie.

### Le rapport web

#### Formations professionnelles rurales en Afrique subsaharienne

Pesche, F. ; Barbedette, L. - Inter-Réseaux, 2004, 81 p.

Ce document retrace les étapes du démarrage et du fonctionnement d'un réseau d'appui aux apprentissages paysans. Il en rassemble les résultats et dessine quelques pistes d'approfondissement possibles. Un texte initial dresse la problématique générale de ce travail : il prend acte du regain progressif d'intérêt sur ces questions de formation rurale de la part des bailleurs de fonds et des Etats. L'idée générale a alors été d'anticiper sur cet intérêt en suscitant, par la mise en réseau d'acteurs engagés dans les questions de formation, un partage d'expériences entre praticiens de la formation et responsables paysans avec l'objectif de contribuer au renforcement des capacités des acteurs locaux à être force de proposition pour la réforme des formations rurales. L'hypothèse consiste à affirmer qu'une meilleure compréhension de la façon dont se transmettent

- Journée mondiale de la population, ONU, 11 juillet 2005
- 6ème réunion du Groupe de travail Education pour tous, UNESCO, 19-21 juillet 2005, Paris, France
- XXVème Congrès international de la population, UIESP (Union internationale pour l'étude scientifique de la population), 18-23 juillet 2005, Tours, France
- « Des innovations qui marchent », conférence sur la gestion des ressources humaines dans l'enseignement supérieur, OCDE, 25-26 juillet 2005, Paris, France
- Journée mondiale des populations autochtones, ONU, 9 août 2005

et s'acquièrent aujourd'hui les connaissances en milieu paysan est nécessaire pour envisager de réformer et d'améliorer toute intervention ou dispositif de formation.

## L'article

### Paludisme

Collectif - Le Monde, 27 avril 2005, p. 24

A l'occasion de la Journée africaine du paludisme, le quotidien consacre un dossier à cette maladie infectieuse considérée par l'un des auteurs comme « le tueur du tiers monde » puisque 40 % de la population mondiale y est exposée. Il évoque le problème de l'augmentation de la mortalité due à ce fléau liée directement à la résistance à la chloroquine, médicament pourtant efficace mis au point pendant les années 1980. Un chercheur de l'Institut Pasteur fait le point sur l'état de la recherche, déplorant que « le système marche sur la tête ». Déclarant que l'argent est dépensé de manière irrationnelle, il préconise l'évaluation de la pertinence des outils employés en fonction de leur impact réel sur le terrain dans l'optique du meilleur rapport coût/efficacité. Ce qui permettrait de perfectionner le recueil des données de morbidité et de mortalité car les chiffres officiels sous-estiment largement la gravité de la situation. Un article rend compte d'une critique du partenariat *Roll Back Malaria* (RBM) dont les objectifs sont jugés hors d'atteinte.

# Les organisations

## L'agenda

- 3ème sommet de l'Union africaine, 6-8 juillet 2005, Addis Abeba, Ethiopie
- 22ème session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement, CNUCED, 18 juillet 2005, Genève, Suisse
- Rencontre des ONG avec la DG trade de la Commission européenne, DG Commerce de la Commission européenne, 19 juillet 2005, Bruxelles
- Réunion d'experts sur les obstacles non tarifaire : méthodes, classifications, quantification et incidences sur le développement, CNUCED, 5-7 septembre 2005, Genève, Suisse

## L'ouvrage

### RH et développement durable : une autre vision de la performance

Calisti, B. ; Karolewicz, F. - Editions d'organisation, 2005, 240 p. - [Cote T1.164](#)

Les experts s'interrogent aujourd'hui sur ce qui fera la compétitivité des entreprises de demain. Pour les auteurs, des performances durables passent nécessairement par le développement durable des ressources humaines. De quoi s'agit-il ? Quels sont les enjeux pour l'entreprise ? Qui sont les acteurs concernés ? Par quelles actions concrètes passer des intentions à la mise en oeuvre ? Quels sont les risques d'échec ? Dirigeants et DRH trouveront dans ce guide les réponses à ces questions ainsi que matière à repenser leurs pratiques managériales, notamment à travers les politiques de recrutement et de rémunération, la formation, la gestion des carrières, la motivation des salariés, la gestion des départs et la communication interne...

## Le rapport web

### Performances et convergences des politiques économiques : la zone franc en Afrique de l'Ouest

Plane, P. ; Tanimoune, N. - CERDI, 2005, 28 p.

L'objectif de ce papier est de faire le point sur l'état de la convergence nominale dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En 1999, les huit pays constitutifs de cette union ont fait vœu d'harmoniser leur politique budgétaire de manière à compléter la gestion commune de la monnaie en conformité avec les exigences de convertibilité du franc CFA. Ce processus de convergence, qui devait initialement aboutir en décembre 2003, a été reporté à fin 2005. L'analyse empirique a été menée en termes de sigma-convergence sur les huit critères que comporte le Pacte, dont le solde budgétaire de base, critère clé. Les résultats mettent en évidence une évolution globalement favorable, mais insuffisante pour espérer l'entrée en phase de stabilité en janvier 2006. Le dispositif suscite des critiques internes, sur la définition des objectifs et la vérifiabilité des résultats, mais également des critiques externes,

sur l'engagement de réduction de la pauvreté et l'adéquation de l'UEMOA au concept de zone monétaire optimale.

## L'article

### Titrisation en voie de démocratisation

Joly, C. - Revue Banque, n° 668, avril 2005, pp. 24-43

D'abord marginale et « off shore », la titrisation française poursuit sa modernisation, pourvue depuis 2004 d'un nouveau cadre juridique. Le marché, sous l'effet de l'imagination des opérateurs de l'ingénierie mondiale, a déjà démontré son appétence pour s'ouvrir à divers intervenants. Dans un contexte réglementaire évolutif, de nouveaux chantiers pourraient venir alimenter le dynamisme et le développement de ce marché. L'opération de 850 millions d'euros lancée par RCI Banque en ce début d'année sur des créances concessionnaires en est une première illustration. Celle du Crédit Foncier de France de 3,3 milliards d'euros portant sur la titrisation d'une partie de son portefeuille de prêts immobiliers en décembre 2004 a permis à l'émetteur d'optimiser ses besoins en fonds propres prudentiels et d'augmenter du même coup sa capacité à octroyer de nouveaux prêts. Toutes ces opérations ont été réalisées sur fond d'évolutions réglementaires et juridiques simultanées qui scandent le marché français de la titrisation depuis plusieurs années.

# Droit, régulation

## L'agenda

- Sommet du G8, Gleneagles, 6-8 juillet 2005, Ecosse, Royaume-Uni
- Conférence « Creating an entrepreneurial economy : the role of entreprise and innovation - Créer une économie entrepreneuriale : rôle de l'entreprise et innovation », Waikato Management school / OCDE, 7-8 juillet 2005, Hamilton, Nouvelle-Zélande
- Réunion annuelle du Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP), 11-15 juillet 2005, Cairns, Australie
- Forum « Services, trade and structural adjustment » - services, commerce et ajustement structurel, OCDE/Gouvernement japonais, 14-15 juillet 2005, Tokyo, Japon

## L'ouvrage

### Culture de gouvernance et développement : un autre regard sur la gouvernance d'entreprise

Meisel, N. - OCDE, 2005, 147 p. - [Cote T1.019](#)

Une bonne gouvernance d'entreprise est-elle source de croissance nationale ? L'expérience de l'Europe continentale après la Seconde Guerre mondiale et de certains pays asiatiques des années 60 à 90 peut laisser perplexe. Ces pays ont connu des taux de croissance durablement élevés en dépit d'institutions de gouvernance d'entreprise déplorables au regard des standards actuels. Comment de si bonnes performances économiques ont-elles été possibles dans le cadre d'institutions de gouvernance apparemment aussi médiocres ? Est-ce que la croissance est sans rapport avec la gouvernance d'entreprise ? Qu'est-ce qu'une bonne gouvernance ? Les relations entre gouvernance d'entreprise et croissance à long terme ne s'inscrivent pas dans un modèle unique et restent encore mal connues. En s'appuyant notamment sur l'expérience de la France, cet ouvrage apporte des réponses à ces questions cruciales. C'est toute la culture de gouvernance d'une société qui affecte son développement à long terme. Et c'est l'ensemble de ses institutions de gouvernance dans leur interaction - gouvernance d'entreprise et gouvernance publique - qui compte, plus que les unes ou les autres prises séparément.

## Le rapport web

### Les échanges et l'ajustement structurel

OCDE, 2005, 27 p.

Ce rapport met en évidence les conditions nécessaires à la réussite de l'ajustement structurel induit par les échanges, qui suppose le redéploiement de la main-d'oeuvre et du capital vers des utilisations plus efficaces, tout en limitant les conséquences de l'ajustement pour les individus, les communautés et la société dans son ensemble. Les problèmes d'ajustement auxquels les pays en développement sont confrontés diffèrent par leur nature et leur ampleur de ceux auxquels doivent faire face les économies industrialisées avancées. Il en va de même des mesures requises et de la mise en oeuvre de ces politiques. Doivent ainsi être adoptées : des politiques macroéconomiques qui encouragent la

stabilité et la croissance ; des politiques du marché du travail qui contribuent à développer les qualifications des travailleurs et facilitent la mobilité de la main-d'oeuvre entre les professions, les entreprises, les secteurs d'activité ; un cadre de réglementation qui respecte les objectifs tout en réduisant le plus possible les charges réglementaires pesant sur les entreprises, et qui encourage la concurrence et contribue à l'ouverture des marchés ; un cadre institutionnel et de gouvernance qui favorise la réforme institutionnelle ; des politiques libérales en matière de commerce et d'investissement qui soutiennent l'ajustement structurel en contribuant à la croissance, à l'innovation et à la compétitivité.

## L'article

### Le marché privé de l'assurance du risque politique

Risques Internationaux, n° 34, juin 2005, pp. 9-11

L'arrivée sur le marché du risque politique des assureurs privés a eu un impact très positif à plus d'un titre. Elle est venue compléter l'offre des agences publiques et multilatérales qui n'arrivent pas à répondre à une demande de plus en plus grande. Elle a également permis de servir une demande de plus en plus variée que l'offre des agences publiques ne prenait pas en compte puisqu'elles ne proposaient que des offres standards rendues obsolètes par les nouvelles évolutions du marché mondial. Enfin, elle a obligé les agences publiques à s'adapter à cette nouvelle réalité et à s'aligner sur les assureurs privés, non seulement en matière de garanties proposées, mais aussi, et surtout, de ne plus être uniquement un outil de politique extérieure de l'Etat.

# Géographies

## L'agenda

### L'ouvrage

#### Agriculture biologique en Martinique

François, M. ; Moreau, R. ; Sylvander, B. - IRD, 2004, 160 p. - [Cote A2.102](#)

Beaucoup de bananes et un peu de canne à sucre, pour le rhum : la Martinique vit toujours, pour une part importante, de ces grandes cultures tropicales d'exportation. Mais pour combien de temps ? La concurrence de pays voisins à faibles coûts de main-d'œuvre, la fragilité des soutiens de l'Union européenne, font aujourd'hui de cette question une urgence. La Martinique s'interroge sur les espoirs qu'elle peut fonder sur le développement d'une « agriculture biologique » pour répondre à ces défis. Dix-sept chercheurs, experts de l'agriculture tropicale d'une part et des techniques « bio » d'autre part, ont ensemble étudié dans quelles conditions une agriculture biologique, certifiée ou non, est possible, comment elle pourrait trouver des débouchés et contribuer à revaloriser l'image de l'agriculture en tissant de nouveaux liens entre agriculture et alimentation sur l'île de la Martinique.

### Le rapport web

#### Perspectives économiques en Afrique 2004/2005

Banque africaine de développement / Centre de développement, OCDE, 2005, 580 p.

Ce rapport annuel retrace la situation économique récente et les évolutions à court terme des pays africains. Il comprend une vue d'ensemble du continent, 29 études par pays. Une annexe statistique conclut le rapport. La vue d'ensemble propose une évaluation des avancées enregistrées par les économies africaines et identifie les principaux défis à relever tant par les Etats africains que par la communauté internationale. Dans la deuxième partie, le développement des pays africains retenus fait l'objet d'une évaluation détaillée. Chaque étude pays, après une brève introduction, fait un état des lieux des tendances macro-économiques récentes (politiques budgétaire et monétaire comprises) et des projections à court terme. Sont ensuite examinées les questions structurelles. Une section finale traite des évolutions politiques et sociales (avec notamment une évaluation de la situation en termes de pauvreté) du pays. En fin, l'an-

- Séminaire « Le développement portuaire en Méditerranée à l'horizon 2010 », Ubifrance, 7 juillet 2005, Paris, France
- La sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA, Centre pour l'Entrepreneuriat, les PME et le développement local, 11-12 juillet 2005, Istanbul, Turquie
- Comment développer la coordination et la promotion de l'investissement entre l'agence nationale et les partenaires régionaux ? ANIMA, 13-15 juillet 2005, Istanbul (Turquie)
- Communication et relation publique, ANIMA, 18-22 juillet 2005, Rabat (Maroc)
- Semaine commerciale et culturelle ivoiro-chinoise, Ambassade de Chine, Association « Amis de la Chine », 30 juillet-6 août 2005, Abidjan, Côte- d'Ivoire

nexe statistique inclut des indicateurs, des indices de diversification et de compétitivité, des indicateurs de pauvreté et de distribution du revenu ou encore des indices de stabilité politique.

### L'article

#### La Chine, pivot de l'intégration économique en Asie de l'Est ?

Nicolas, F. - Sociétal, n° 48, 2005, pp. 69-74

La Chine, après être restée à l'écart de la dynamique asiatique dans la période du communisme maoïste, en est devenue un des pôles marquants. Néanmoins, si son émergence redistribue les rôles de chaque pays de la zone, alors que le Japon n'en finit pas de subir les conséquences des dérèglements des années 1980 et que la crise financière de la fin des années 1990 laisse encore des traces en Corée et en Asie du Sud-Est, cette redistribution ne peut pas se résumer à l'affirmation d'une hégémonie construite sur l'immensité du territoire et du marché chinois. Disposant d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, la Chine concentre les activités d'assemblage de ce gigantesque pôle de production et de croissance qu'est désormais l'Extrême-Orient. Une économie intégrée émerge, à la fois gage de puissance et aussi de paix, dans une région qui, sur le plan politique, concentre encore des non-dits belliqueux et des interrogations autour de la capacité potentielle et affirmée de bien des pays à détenir l'arme atomique.

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle met également l'accent sur un événement majeur de la période. Cette revue s'attache à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos • Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du FMI • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagoflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la DGCID • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Karthala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'UIT • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'OCDE • Observations et diagnostics économiques • OCDE • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation FAO • Perspectives économiques de l'OCDE • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Responsable de la rédaction** [Véronique SAUVAT](#)

**Coordination** [Sylvie SCIANCALEPORE](#), [Véronique SAUVAT](#)

**Réalisation** [Alfred HUC](#), [Daniel LAMORLETTE](#), [Annie LOPEZ-PORTZERT](#), [Chantal SARALLIER](#), [Sylvie SCIANCALEPORE](#)

**Graphisme** : [Solange Münzer](#) • **Saisie/mise en page** : [Francine GILBERT](#)

**Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43**